

Le gouvernement reconnaît la gravité de l'énorme dette qui ne cesse d'augmenter. Depuis 1984, il a pris des mesures pour la freiner.

Nous comptons parmi nous des députés élus pour la première fois en 1988. On devrait les mettre au courant de la hausse des dépenses: de 12,3 milliards de dollars en 1968 à 109,2 milliards en 1984, une augmentation moyenne de 14,6 p. 100 par année. Le déficit du gouvernement fédéral a grimpé de 400 millions en 1968 à 38,3 milliards en 1984, une hausse de 96 p. 100. La dette nationale est passée de 18,1 milliards à 199,1 milliards, une augmentation de 1000 p. 100.

Il est intéressant de regarder la période des questions de temps à autre. J'ai eu l'occasion de faire partie de l'opposition entre 1982 et 1984. En septembre 1984, on aurait pu penser que cette dette avait grandi comme un champignon. Soudainement, ceux qui avaient été au pouvoir pendant environ 17 ans n'avaient aucun indice ni aucune pensée à communiquer; à cette époque, ils n'étaient pas disposés à dire aux Canadiens que nous étions aux prises avec une telle dette.

Nous entendons également des gens prétendre que la restructuration financière du gouvernement traverse une période économique sombre. À mon avis, il serait bon de nous reporter à cet égard aux chiffres portant sur le chômage, qui ont grimpé de plus d'un million, passant de 358 000 en 1968 à 1 384 000 en 1984. Le taux de chômage est passé de 4,5 p. 100 à 11,2 p. 100. Quant à l'inflation, des articles qui coûtaient 1 \$ en 1968 coûtaient 3,22 \$ en 1984, une hausse de 222 p. 100. Ces dernières semaines, nous avons beaucoup entendu parler des taux d'intérêt, qui montent à un rythme incontrôlable. Le chef de l'opposition ne parle jamais de 1981, année où le taux d'escompte de la Banque du Canada est monté à 21,24 p. 100, le taux préférentiel des banques à 22,75 p. 100 et l'hypothèque de cinq ans à 21,75 p. 100. Nous n'entendons jamais citer ces chiffres.

Chaque fois que nous voulons faire comprendre aux Canadiens que le problème est extrêmement grave, il s'en trouve encore pour dire qu'il n'a débuté qu'en 1984. En réalité, ce que nous essayons de corriger, c'est la mauvaise gestion d'avant 1984. C'est vraiment le problème contre lequel nous nous débattons. Il aurait été intéressant de trouver en 1984 un déficit zéro et de pouvoir mettre en oeuvre tous les programmes que nous voulions.

Initiatives ministérielles

Je voudrais établir la comparaison dans un autre domaine. Il montre comment les politiques du gouvernement fonctionnent. Nous voulons examiner les chiffres de l'emploi et du chômage dans le nord de l'Ontario. Ils s'arrêtent à décembre 1989, mais ils n'en donnent pas moins une bonne idée. En 1984, le taux de chômage dans le nord-est de l'Ontario a été de 14,9 p. 100, et le taux annuel, à la fin de 1989, de 8,1 p. 100. Il y a donc eu une baisse de 6,8 p. 100. Dans le nord-ouest de l'Ontario, en 1984, le taux de chômage a été de 9,7 p. 100, et le taux annuel de 1989 a été de 5,9 p. 100 ou de 3,8 p. 100 de moins. Le chômage global dans le nord de l'Ontario a été de 13,6 p. 100 en 1984, et la moyenne annuelle en 1989 a été de 7,5 p. 100. La différence est de 6,1 p. 100.

Cela prouve à ceux qui jugent le gouvernement incapable de prendre la situation en main ou de préparer l'avenir que nos politiques sont les bonnes.

Je voudrais donner quelques autres bonnes nouvelles, car nous n'entendons que des propos négatifs, jour après jour. On dit que le pays est voué à la ruine et que, depuis 1984, le gouvernement ne fait rien de bon. C'est curieux, monsieur le Président, mais nous citons constamment des chiffres comme 1 604 000, soit le nombre des emplois que nous avons créés depuis septembre 1984, y compris neuf cent soixante-six mille à l'intention des femmes. Au cours de cette période, le taux de chômage pour tout le Canada a baissé de 11,6 à 7,7 p. 100. Dans le cas des jeunes, il a baissé de 18,2 à 11,9 p. 100. Depuis les élections de 1984, les entreprises commerciales ont augmenté de 103 p. 100 leurs investissements dans les nouvelles machines et du matériel neuf. En 1989, 215 000 habitations ont été construites, contre 135 000 en 1984. Depuis 1984, le nombre des Canadiens qui vivent en-deçà du seuil de la pauvreté a baissé de 757 000, y compris 259 000 enfants et 229 000 adultes.

Entendre toutes les mauvaises nouvelles ne manque pas d'intérêt, mais le fait est que le gouvernement s'applique de maintes façons à assurer aux Canadiens un avenir stable.

J'aimerais examiner ce que le gouvernement fédéral fait à l'heure actuelle pour assurer la stabilité de l'Ontario. Je ne m'arrêterai qu'à quelques domaines. Je le répète, jamais nous n'entendons les bonnes nouvelles. Lorsque nous discutons de pouvoir d'emprunt et de gestion financière, j'estime qu'il convient d'examiner la façon prodigieuse dont le ministre des Finances et le premier ministre sont parvenus à améliorer et à accroître les perspectives de tous les Canadiens.